

Surprise : les citoyens ont du bon sens !

10 février 2014 / Corinne Lepage



L'avis des citoyens rendus à propos du projet Cigeo d'enfouissement des déchets nucléaires est pondéré et raisonnable. Il conduit à ne pas se précipiter. Autre conclusion : il est nécessaire de reproduire ces conférences de citoyens sur tous les grands projets engagés maladroitement.

Le 3 février dernier, un groupe de dix-sept citoyens ont rendu leur avis sur le projet d'enfouissement des déchets nucléaires dans l'installation Cigeo, à Bure, dans la Meuse. C'est le résultat de la procédure dite de "Conférence de citoyens", engagé par la Commission du débat public.

L'avis donné par dix-sept citoyens dans le cadre de la conférence de consensus organisée par la Commission Nationale du débat public est une formidable illustration de la qualité de la réflexion citoyenne et de l'impérieux besoin de changer les règles de la gouvernance. Sans s'opposer *a priori* à la solution de l'enfouissement des déchets nucléaires, les citoyens ont considéré à l'unanimité qu'il n'y avait aucune urgence :

« Pour nous, il n'y a pas réellement d'urgence à décider du projet Cigéo, puisque les déchets actuels vont devoir refroidir au moins soixante ans avant toute éventuelle possibilité de stockage en profondeur. Nous estimons qu'il y aura le temps durant cette période, d'une part, de se donner les moyens de trouver des solutions alternatives ou complémentaires, et d'autre part, de réaliser une expérimentation à échelle réelle. Le projet Cigéo ne doit pas empêcher de chercher d'autres solutions ».

Ils ont estimé en outre que le calendrier fixé par l'Andra n'était pas réaliste et qu'une expérience grandeur nature devait être tentée.

« Le temps doit être pris pour la réalisation de tests en conditions réelles et grandeur nature, et que ceux-ci puissent fournir des résultats satisfaisants, notamment pour répondre aux questions que nous développons

dans cet avis (autour des risques et de la récupérabilité par exemple). Nous considérons qu'il faut un temps supplémentaire et le calendrier actuel des autorisations officielles prévu par l'Andra ne nous paraît pas réaliste sans une phase d'expérimentation grandeur nature. »

Les citoyens énumèrent une série de risques à approfondir : incendie, sécurité des personnels en surface et en souterrain qui doit être maximale, ventilation, non dispersion d'éléments nocifs dans l'atmosphère, contrôle de la faible déformation des alvéoles et matériaux, sécurité des transports (non définie). Les citoyens exigent par ailleurs une réelle réversibilité qui inclut la récupérabilité, condition *sine qua non* de la réversibilité, et ce, contrairement à ce qui est dit dans le document "*réponse de l'Andra*", jusqu'à la fin de la période d'exploitation. Et enfin une véritable mémoire du lieu doit être réalisée. Bref, il s'agit presque d'un autre projet...

Plusieurs conséquences doivent être tirées de cet avis :

La technicité des sujets n'est pas un obstacle à la compréhension par les citoyens dès lors que les explications sont données ; dès lors, l'absence de débat national résulte davantage d'une volonté de ne pas expliquer au public dans un but de confiscation non démocratique de la prise de décision que de l'incapacité des citoyens à comprendre des choix techniques.

L'avis du panel de citoyens est plein de justesse et de bon sens. Sans préjugé idéologique, il suggère les bonnes questions, que chacun se pose, et il met en lumière les failles du dossier. Il recherche effectivement le bien commun, ce qui n'est pas le cas de l'industrie nucléaire qui est juge et partie.

Cet avis met l'accent sur l'amateurisme et "*l'à peu près*" de ce dossier, présenté comme achevé alors que des risques ne sont pas traités et certains sujets majeurs comme le transport restent ignorés. Il démontre qu'il est techniquement impossible d'avoir une idée du coût avec tant d'aléas.

Le lobby nucléaire est dans l'impasse. Dans un cas, il cherche à passer outre cet avis et encourt deux obstacles majeurs : le caractère non démocratique de son choix conduisant à remettre en cause la CNDP et son fonctionnement et à démontrer son fonctionnement totalitaire. Le second obstacle étant d'affirmer clairement sa responsabilité quant aux coûts certainement très élevés (plus de 35 milliards d'euros) et aux risques pris délibérément.

Dans l'autre cas, il essaye de répondre aux questions légitimes des citoyens et c'est son projet qui sera alors à refaire, et ce, non seulement sur le plan du calendrier mais également sur le fond. La question du transport mais surtout celle de la réversibilité à long terme incluant l'enjeu de la récupérabilité est en effet impossible à régler. Sauf que l'Andra comme EDF jouent sur les mots et l'ambiguïté, jeu dans lequel les dix sept ne sont pas entrés. Le choix est d'autant plus difficile que l'Andra, sûre de son coup, avait décidé de lancer les appels d'offres....

Quant au gouvernement, il est pris au piège : Apparaître comme le bras armé de l'Andra en passant outre les manques évidents du dossier ou ouvrir un bras de fer avec le lobby nucléaire.

En définitive, trois conclusions peuvent être tirées de cet exercice :

- des citoyens formés et non déformés par les lobbys sont les meilleurs juges de l'intérêt général ;
- la procédure de décision devrait être revue en totalité pour intégrer les conférences de citoyens en amont des processus, avant les débats parlementaires et les choix de l'Exécutif, comme au Danemark ;
- cette procédure devrait être généralisée à tous les grands sujets. Cela éviterait des Notre-Dame des Landes et autres situations de blocage comme par exemple le surplace dans la transition énergétique.

Source : [Huffington Post](#)

Ecouter aussi : [Le projet Cigeo de déchets nucléaires est-il conduit de façon démocratique ?](#)

- [Emplacement](#) : Accueil > Editorial > Tribune >
- [Adresse de cet article](https://reporterre.net/Surprise-les-citoyens-ont-du-bon) : <https://reporterre.net/Surprise-les-citoyens-ont-du-bon>